

13.10.2009

« Nous avons besoin d'un changement de système » - Commentaires de l'EMB à l'issue de la réunion des ministres de l'Agriculture de l'UE, à Vienne.

Outre le Conseil extraordinaire des ministres de l'Agriculture qui s'est réuni lundi dernier, un nouveau Conseil extraordinaire des ministres de l'Agriculture a été convoqué, le 12 octobre, en raison de la pression exercée par les productrices et producteurs de lait européens durant ces derniers mois. La séance s'est tenue pendant que se déroulait une manifestation de producteurs de lait de l'EMB en provenance de différents pays européens juste devant les portes du lieu de réunion des ministres. De nombreux manifestants brandissaient des panneaux avec la mention « Changement de système » avec lesquels ils ont exhorté les ministres à réorienter la politique laitière en direction d'une régulation souple de l'offre.

En tant que résultat de leur réunion, les ministres de l'Agriculture se sont mis d'accord, entre autres, non seulement sur une régulation du marché laitier après l'abandon des quotas et sur une extension des quantités de fromage détenue en stock, mais aussi sur une signalisation plus claire des produits de substitution aux produits laitiers ainsi que sur une extension aux universités du programme de distribution de lait dans les écoles. Conformément aux propositions, il est prévu de majorer de 300 millions d'euros les aides financières au titre de l'année prochaine.

« Une correction de la politique laitière communautaire, qui s'est soldée par un échec, est incontournable. L'EMB a élaboré des propositions à ce sujet. Une régulation des quantités guidée par la souplesse permet d'exploiter de façon positive les forces du marché. Les subventions ne sont pas un moyen d'améliorer efficacement la situation, comme l'a expliqué le président de l'EMB, Romuald Schaber. Compte tenu de pertes vingt fois plus importantes, les 300 millions d'aide financière et l'extension des interventions ne sont pas une solution efficace. » Ce à quoi Roberto Cavaliere, de l'APL, l'organisation italienne membre de l'EMB, a ajouté : « Les politiques feraient bien de ne pas laisser passer trop de temps avant d'adopter des mesures efficaces. L'EMB est prêt à dialoguer afin d'instaurer des mesures appropriées en coopération avec les milieux politiques. »

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie sont les pays qui ont donné leur accord à ce train de mesures de promotion qui va être présenté, le 19 juillet, à la présidence suédoise du Conseil et à la Commission européenne.

La journée d'hier est considérée comme déterminante pour le Conseil des ministres de l'Agriculture des 19 et 20 octobre à Luxembourg, qui pourra déjà prendre une décision une semaine plus tard. Comme le souligne Pascal Massol, de la fédération française APLI : « Nous serons sur place à Luxembourg et montrerons clairement que le changement de système en direction d'une régulation des quantités flexible doit venir. Les 19/20 octobre au plus tard, une correction de la politique laitière menée jusqu'à présent dans l'UE doit être adoptée dans ce sens. »

Commentaires de la presse

[Nachrichten.at](#)

[ORF](#)

[Christine Schneebechler à Mona Lisa](#)

[Lalibre.be: La Commission UE veut plus de compétences](#)

[La vie de Pascal Massol de A à Z](#)

[<<< back](#)